

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 21/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIÈRES ET CARRIÈRES DE LA MADELEINE

Maraval
46270 Cuzac

Références : 12-CARMIN-2025-15
Code AIOT : 0006800183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2025 dans l'établissement SABLIÈRES ET CARRIÈRES DE LA MADELEINE implanté Le Grézat 12300 Saint-Santin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES ET CARRIÈRES DE LA MADELEINE
- Le Grézat 12300 Saint-Santin
- Code AIOT : 0006800183

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est une carrière d'andésite autorisée en 2018 pour une durée de 20 ans dont la production annuelle maximale est limitée à 80 000t/an.

La carrière n'était pas en activité au jour de la visite.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article AP 1	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article CE 2.1	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article CE 2.2	Sans objet
4	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article CE 3	Sans objet
5	Conduite de l'exploitatiovn	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article CE 4	Sans objet
6	Mesures environnementales de protection de la biodiversité et d'aménagement	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article ME 1	Sans objet
7	PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article PA 1	Sans objet
8	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article PE 1	Sans objet
9	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article PE 5.1	Sans objet
10	Aire de ravitaillement et d'entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.I	Sans objet
11	Mesures des retombées poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière fonctionne par campagne ou à la commande (environ 20 jours ouvrables/an) avec une production moyenne de 20 000 à 30 000 t/an. Le traitement des matériaux est réalisé à l'aide d'une unité mobile, présente sur l'exploitation sur les périodes de campagne.

La carrière est particulièrement bien entretenue, aucun encombrants, matériels réformés, ou déchets n'ont été constatés sur le site.
Les deux observations signalées lors de la dernière visite en date du 18/04/2023 ont fait l'objet d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article AP 1
Thème(s) : Situation administrative, Aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant la mise en service de l'installation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Toutes les signalétiques sont présentes : identité, autorisation, et sécurité à l'usage du public (voie d'accès RD 72). L'exploitation est située en zone rurale, une clôture bétail en très bon état ceinture le site, et l'accès à la carrière est équipé d'un portail.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article CE 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Extraction
Prescription contrôlée : L'extraction de la roche est réalisée à ciel ouvert et à sec, à l'aide de foreuses et d'explosifs, par gradins successifs progressant vers le Nord-Est. L'exploitation se déroule en 4 phases de 5 ans chacune, conformément aux plans de phasage annexés (cf. annexes 2 à 5).
Constats : Administrativement l'exploitation est en phase 2 (janvier 2023 à janvier 2028). Techniquement l'exploitation est en phase 1. Ce décalage sans incidence majeure, s'explique par une production réalisée par campagne et/ou à la commande. L'exploitant projette une demande de modification du phasage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'engager une réflexion sur une modification du phasage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article CE 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Cote minimale d'extraction et dimensions des gradins
Prescription contrôlée : <p>La cote minimale en fond d'excavation est fixée à 197 m NGF. Les fronts ne doivent pas dépasser une hauteur de 14 mètres et une pente de 80°. Une banquette d'au moins 6 m est conservée entre 2 fronts en exploitation. En tout point où des travaux d'affouillement et d'extraction sont réalisés, la hauteur des fronts et la largeur des banquettes sont compatibles avec la stabilité du terrain et du gisement exploité.</p>
Constats : <p>La cote d'extraction est respectée (197,79 NGF). La reprise des fronts historiques dont la hauteur était supérieur à 14 mètres (inspection du 18/04/2023), a été dans sa majeure partie réalisée. La banquette intermédiaire historique d'une largeur de 3 m (au lieu de 6 m) reste pour des raisons de sécurité toujours inaccessible. Elle fait l'objet d'une surveillance, et son aménagement se poursuit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article CE 3
Thème(s) : Risques chroniques, Abattage à l'explosif
Prescription contrôlée : <p>[...] L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.</p>
Constats : <p>L'exploitant réalise 2 à 3 tirs maximum par an. Les deux tirs réalisés en 2024 (30/04 et 25/09) ont fait l'objet d'une prise en compte des effets des vibrations émises dans l'environnement, les résultats montrent un respect des valeurs pondérées réglementaires. Au jour de la visite, aucun tir n'a été réalisé depuis janvier 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conduite de l'exploitativn

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article CE 4
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres; • la bande de 10 m à préserver à l'intérieur et en bordure du périmètre autorisé ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs ; • les pentes des pistes utilisées pour l'exploitation ; • les pentes des fronts (une valeur tous les 50m); • les zones remises en état. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation daté de décembre 2024 présenté par l'exploitant, est conforme à la réglementation.</p> <p>Toutes les coordonnées (bornage, zone 10ml et 50 ml ,cotations, bassins...) y sont précisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Mesures environnementales de protection de la biodiversité et d'aménagement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article ME 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures en faveur du paysage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les lisières rocheuses et arborées longeant la RD72 sont maintenues pendant toute la durée de l'autorisation (cf. annexe 7).</p> <p>Cette lisière arborée est épaissie par apport de terre végétale au niveau du flanc Ouest du stockage de matériaux inertes (cf. annexe 8), de manière à favoriser la reprise d'une végétation spontanée. Cet apport de terre végétale démarre dès le début de l'édification du stockage de matériaux inertes et suit sa progression en continu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les lisières rocheuses qui longent la RD72 sont présentes et abondamment végétalisées.</p> <p>Le relief de la carrière est de fait très atténué à la circulation des usagers qui empruntent la RD 72 .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article PA 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses[...].
Constats : Les voies de circulation intra-site sont entretenues, et propres. En fonctions des phénomènes météorologiques, l'abattage des poussières sur l'exploitation est réalisé à l'aide d'une arroseuse qui vient sur site au besoin. L'engin ne reste pas sur l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article PE 1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement des zones en exploitation du site ainsi que celle des pistes de l'exploitation sont dirigées vers un bassin de décantation qui est dimensionné pour une pluie d'occurrence décennale. La capacité de ce bassin est ajustée au fur et à mesure de l'exploitation afin que toutes les eaux de ruissellement du site soient traitées par décantation avant leur rejet dans le milieu naturel. Les bassins et les fossés de dérivation sont curés régulièrement.
Constats : Les eaux de ruissellement sont dirigées et recueillies dans deux bassins de décantation. <ul style="list-style-type: none"> Un bassin de décantation principal situé intra-site au point bas de la carrière, qui recueille l'ensemble des eaux de ruissellement. Ce bassin d'une profondeur approximative de 4 mètres est clôturé dans son ensemble, et équipé d'une bouée. Il est à noter qu'au niveau de ce bassin principal, des plantes hygrophiles (joncs...) se sont spontanément développées, et qu'il y a présence de nombreux batraciens. <ul style="list-style-type: none"> Un petit bassin de décantation clôturé, également situé en un point bas de la carrière et en bordure de la RD 72, recueille les eaux du carreau, avant rejet dans le milieu naturel. Les fossés de cheminement des eaux de ruissellement, ainsi que les bassins sont entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article PE 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] Pendant toute la durée d'exploitation, les eaux de ruissellement provenant de la carrière sont orientées vers un point bas maintenu en permanence au Nord de la carrière, à la cote 194mNGF,

<p>conformément aux plans de phasage annexés. Ce point bas permet la rétention et la décantation des eaux de ruissellement.</p> <p>Ce bassin est curé régulièrement.</p> <p>Un seul point de rejet au milieu naturel est identifié : il s'agit de la buse de rejet du bassin de décantation dans le ruisseau de Gerles.</p> <p>La qualité des eaux est surveillée au niveau de ce rejet par prélèvements annuels, réalisés en périodes de hautes eaux, aux frais de l'exploitant et par un laboratoire agréé. Les eaux respectent les prescriptions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pH est compris entre 5,5 et 8,5; -la température est inférieure à 30°C; -les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35mg/l; -la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l; -les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l.
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des eaux de ruissellement sont dirigées vers deux bassins (un principal et un petit) situés en points bas du site (parallèles à la RD 72).</p> <p>Ces deux bassins sont entretenus et clôturés, le rejet se fait dans le ruisseau de Gerles.</p> <p>Les dernières analyses (NC Environnement) de rejets des eaux du site de la carrière, en date du 14/10/2024, sont en deçà des valeurs limites autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Aire de ravitaillement et d'entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Seul le chargeur reste à l'année stationné sur l'exploitation.</p> <p>Une aire dédiée avec signalétique et équipée d'un aquatextile dépolluant est réservée au stationnement de l'engin.</p> <p>Le site ne compte pas de réserve d'hydrocarbures, le ravitaillement des engins est assuré de bord à bord sur l'aire équipée, et l'entretien des engins n'est pas pratiqué sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Mesures des retombées poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère</p>

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le respect de la norme NF X 43-007 (2008)-méthode des plaquettes de dépôt-et de la norme NF X43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article [...].

Constats :

La dernière campagne de mesure de retombées de poussières (plaquettes) a été réalisée sur septembre et octobre 2024. Les résultats sont en deçà des seuils réglementaires applicables au titre des carrières (500mg/m²/j).

Type de suites proposées : Sans suite